

A l'école, la précarité n'est pas une fatalité

Afin de favoriser la réussite scolaire des enfants vivant dans la grande pauvreté, ATD Quart Monde a lancé une recherche participative qui a permis à treize établissements de modifier leurs pratiques.

1,8 million, c'est le nombre d'enfants vivant en 2025 en France dans la grande pauvreté, définie comme la combinaison de faibles revenus et de privations matérielles et sociales sévères et correspondant à un niveau de vie inférieur à 50 % du niveau de vie médian, selon l'Insee.

Cette situation affecte toutes les dimensions de leur vie, et en particulier à l'école. Ils y font l'expérience de multiples formes de stigmatisation, qui les enferment dans l'échec et une orientation souvent subie, souligne Marie-Aleth Grard, présidente honoraire d'ATD Quart Monde.

L'association de lutte contre la pauvreté s'est penchée sur le

sujet et décèle des formes de discrimination inconscientes de la part du personnel éducatif. Ainsi, 72 % des élèves de section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) et 80 % de ceux des unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis) pour les enfants handicapés étaient issus de milieux défavorisés en 2023.

Pour y remédier, il faut « prendre conscience des implicites, des stéréotypes, des microdiscriminations à l'œuvre, comprendre les conditions de vie des élèves », explique notre chroniqueur Philippe Watrelot. D'autant que, bien souvent, les enfants vivent un conflit de loyauté parce que l'environnement scolaire est extrêmement différent de ce qu'ils voient à la maison.

DES SOLUTIONS PÉDAGOGIQUES SIMPLES

Aussi l'association ATD Quart Monde a-t-elle lancé en 2019 une recherche participative intitulée « Choisir l'inclusion pour éviter la ségrégation », après des rencontres de « croisements des savoirs » avec des chercheurs, des professionnels de l'éducation et des militants d'ATD Quart Monde ayant vécu la pauvreté. Les solutions qui ont émergé à cette occasion sont essentiellement pédagogiques : organiser les classes pour que les élèves travaillent en groupes, coopèrent et s'entraident ; valoriser leur culture d'origine, qu'elle soit populaire, migratoire ou les deux ; mettre en œuvre des actions de coéducation avec les parents pour donner une place à ces derniers dans les établissements... Des actions simples, loin des coups d'éclat médiatiques, qui demandent du temps et un travail de dentelle.

En 2025, comme les années précédentes, le projet a fait l'objet d'un financement de 105 000 euros,

dont 70 000 provenant de l'association et le reste du ministère de l'Éducation nationale et du mécénat d'entreprise (dont la MGEN). ATD Quart Monde a pu ainsi embaucher une personne à temps plein pendant six ans pour coordonner les travaux et cinq bénévoles y ont consacré plusieurs heures par semaine. Dans les établissements, la participation s'est surtout appuyée sur le volontariat.

A la suite de la publication d'un appel sur le site du Café pédagogique, trois collèges et 20 écoles se sont manifestés en septembre 2019. Après l'épidémie de Covid-19, il restait treize écoles participantes, ayant pour la plupart un indice de position sociale (calculé à partir des professions et catégories sociales des parents) entre 64 et 88, bien inférieur à la moyenne nationale de 102,77 (en 2021), détaille le rapport publié pour en rendre compte en janvier 2026 ^[1]. De Lille à Montpellier, en passant par Oyonnax, dans l'Ain, chacune a défini un projet pour une durée de cinq ans afin de pouvoir suivre une cohorte d'élèves du début du CP à la fin du CM2, donc juste avant l'entrée au collège.

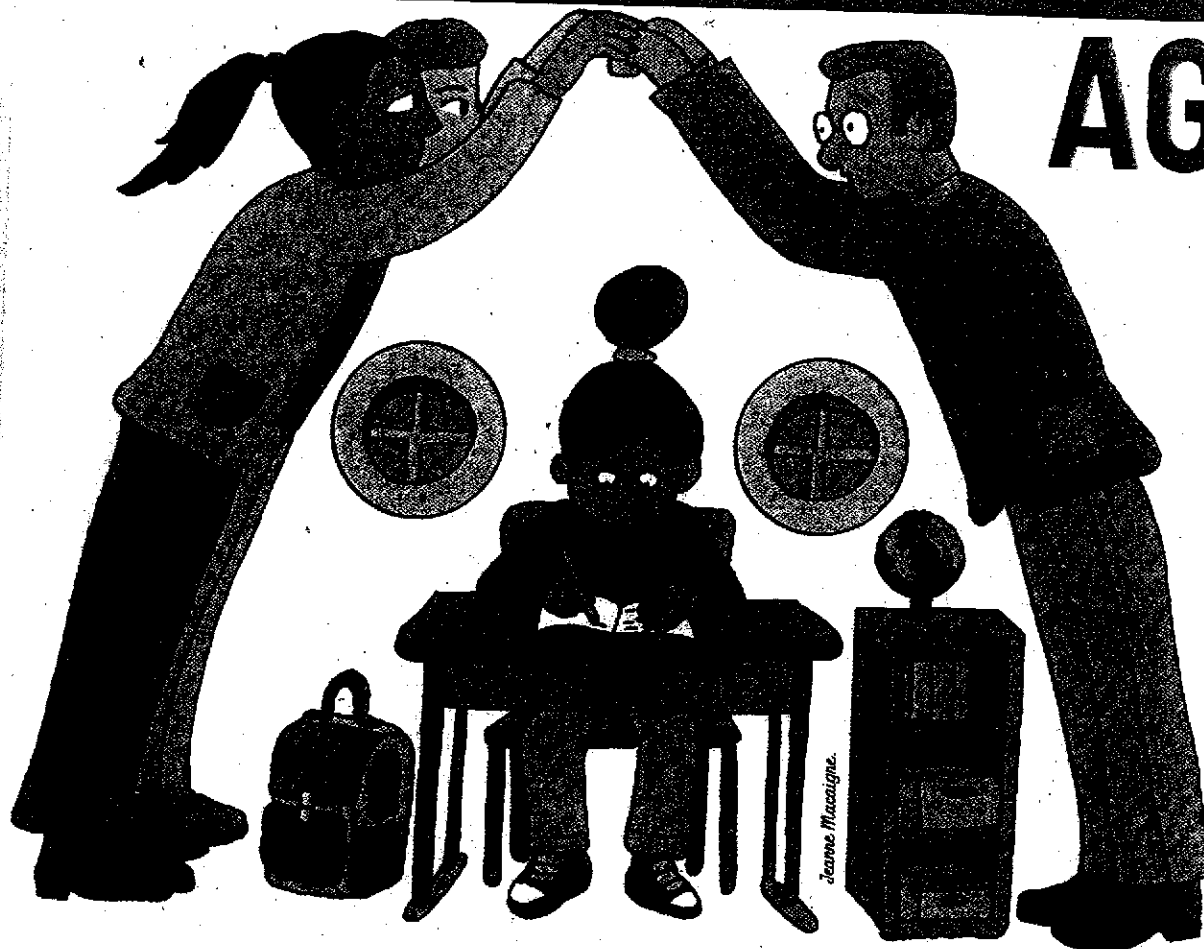
C'est le cas de l'école maternelle Alain Fournier, à Lyon. « On est en REP+, dans l'un des quartiers les plus pauvres de la ville », témoigne Florence Denonfoux, sa directrice. Lorsqu'elle est tombée au printemps 2019 sur l'appel à projets d'ATD Quart Monde sur le site du Café pédagogique,

“

Au lieu d'assimiler les problèmes des enfants qui décrochaient à des questions de handicap ou d'inadaptation, on a cherché des solutions”

FLORENCE DENONFOUX,
directrice d'une école à Lyon

AGIR



son établissement a posé sa candidature. De septembre 2019 à 2025, l'équipe pédagogique a été accompagnée par la chercheuse en sciences de l'éducation Dominique Lahanier-Reuter. Celle-ci a réalisé plusieurs entretiens tout en menant une observation participante dans les classes. « Cela a permis un dialogue entre nos différents métiers, ce qui n'est pas si évident, commente Florence Denonfoux. A l'époque, avec un petit groupe d'enseignants, on s'interrogeait sur le devenir des enfants qui décrochaient et, au lieu d'assimiler leurs problèmes à des questions de handicap ou d'inadaptation, on a cherché des solutions. » L'appel à participation est tombé à point nommé.

ÉCOUTER LES FAMILLES, VALORISER LEUR CULTURE

Un accueil personnalisé des familles a ainsi été mis en place pour les treize classes de l'école. Depuis 2021, au cours des quinze premiers jours de chaque rentrée, une rencontre entre parents et personnels éducatifs est prévue. L'objectif est de replacer les parents comme « premiers éducateurs. On

leur dit : vous connaissez vos enfants mieux que nous. Qu'est-ce qu'ils aiment faire ?, poursuit Florence Denonfoux. Cela permet de gagner la confiance de familles qui ont tendance à être éloignées de l'école. » De même, des portes ouvertes sont organisées à la veille des vacances scolaires, ainsi qu'un « café des parents » autour de thèmes comme le sommeil ou l'alimentation. Autant d'initiatives qui existent ailleurs mais qui ont été déployées dans leur ensemble avec une grande régularité au sein de l'établissement. En outre, celui-ci a pris la décision, pour « mieux travailler le lien », de laisser les enfants avec le même enseignant pendant deux ans. Six ans après la mise en place de ces actions, la directrice sent « une attente des familles » pour que cela continue. Et trois enseignants et six Atsem (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) sont investis pour que le projet perdure.

Dans le Morbihan, au sein du regroupement pédagogique intercommunal Mohon et Saint-Malodes-Trois-Fontaines, Raphaëlle Guillaume, enseignante, raconte

avoir commencé par observer et repérer les situations concrètes avec ses collègues : des élèves qui n'osaient pas demander de l'aide de peur d'être jugés ou qui ne disposaient pas d'espace calme à la maison pour faire leurs devoirs. Proposer des aménagements individualisés risquait de les isoler et de les stigmatiser. L'équipe a opté pour des ateliers « apprendre à apprendre » proposés à l'ensemble des familles : ont ainsi été passées en revue les différentes méthodes pour retenir des vers par cœur, avant que les élèves soient invités à écrire des poèmes.

A Villeurbanne, Marielle Nzondo Biyot, enseignante en CM1 et CM2 à l'école élémentaire Albert Camus, participe également au projet. L'établissement, situé dans un quartier multiculturel et classé en REP+, a été accompagné par Catherine Hurtig-Delattre, ancienne enseignante et spécialiste de la coéducation avec les familles. Plusieurs actions ont été mises en place pour valoriser la culture des parents dans des classes où parfois douze langues différentes sont parlées.

[1] « Ecole et grande pauvreté : lutter contre les discriminations. Croisement de regards sur une recherche participative », ATD Quart Monde, janvier 2026.

Le projet met aussi en lumière la nécessité d'une meilleure formation de tous les enseignants au problème de la pauvreté à l'école

L'enfant peut apporter un objet de chez lui pour le présenter en classe, par exemple un instrument de musique qui reflète sa culture d'origine. Un « marché des connaissances » lui permet de « distribuer son savoir », notamment dans sa langue maternelle. « Cela montre que tous les savoirs sont valorisés à l'école », constate Marielle Nzondo Biyot. Autre initiative, la médiation « exolingue », où les parents sont invités au sein de l'établissement à partager leur langue ou des plats qu'ils ont cuisinés tout en racontant les ingrédients.

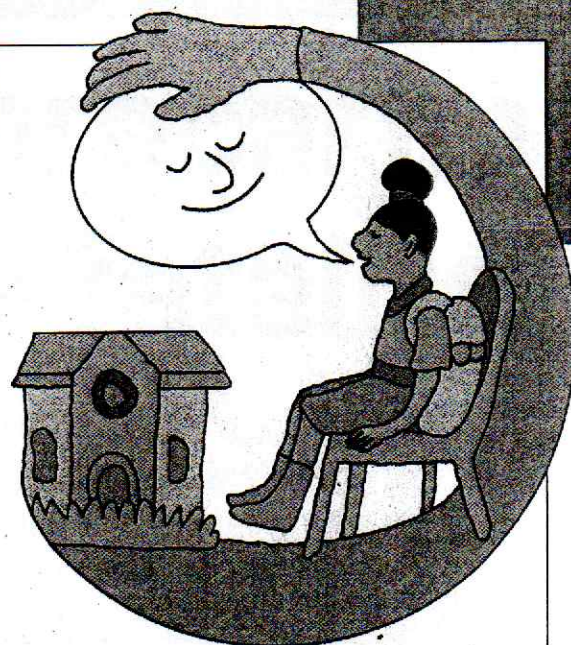
PAS D'HEURES ALLOUÉES

En parallèle, un travail a été effectué pour éviter les orientations subies en Segpa ou en Ulis. « Lorsque les familles refusent, on ne le leur impose pas car on sait qu'elles connaissent très bien leurs enfants. Et souvent, quand elles nous disent que l'élève peut relever le défi et rester en sixième générale, elles voient juste », constate l'enseignante.

Marielle Nzondo Biyot regrette toutefois que l'Education nationale n'ait pas alloué d'heures dédiées à ces projets alors que

cela a représenté pour les quatre enseignants impliqués dix à quinze heures par an de temps de travail, de réunion, de réflexion, de rédaction... qui n'ont pas été rémunérées. Pour autant, les enseignants accompagnent aujourd'hui d'autres établissements qui souhaitent s'en inspirer.

Des rencontres ont été organisées par ATD Quart Monde une à deux fois par an avec les personnels des établissements, des chercheurs, des militants. Elles étaient structurées autour de spectacles de théâtre-forum^[2] et de prises de parole de militants d'ATD Quart Monde ayant une expérience de la pauvreté, qui commentaient de courtes vidéos montrant le travail réalisé dans les écoles. « Du fait de leurs parcours, ils ont une acuité à voir comment des élèves en difficulté sont mis à l'écart par des paroles parfois anodines comme : "tu es fatigué, repose-toi" », décrit Marie-Aleth Gard. Ces militants ont aussi permis aux enseignants de prendre conscience qu'ils utilisaient parfois un niveau de langage trop élevé pour présenter les devoirs.



Mais si l'ensemble des personnels des treize établissements ont bénéficié de formations de la part de l'association, seule l'école maternelle d'Oyonnax a pu dégager durant les six années des heures consacrées au projet. « Maintenant, nous sommes dans l'essaimage dans l'Education nationale et auprès de partenaires de l'éducation populaire », affirme Marie-Aleth Gard, qui cherche de nouveaux financements. Recrutés par des médias très impliqués dans l'innovation pédagogique (Le Café pédagogique et Les Cahiers pédagogiques), les volontaires n'ont pas tous tenu dans la durée mais ont réussi à largement impliquer les familles.

Le projet met toutefois aussi en lumière la nécessité plus générale d'une meilleure formation de tous les enseignants au problème de la pauvreté à l'école et du temps consacré à la coéducation avec les familles dans chaque établissement, défend Marie-Aleth Gard. Même avis chez Sylvain Connac, enseignant-chercheur en sciences de l'éducation, qui y a participé et préconise une plus grande alternance en classe entre moments collectifs et moments de travail en groupes, ainsi que des systèmes d'évaluation revus pour laisser plus souvent une deuxième chance aux élèves. Bref, il faudrait réformer l'ensemble du système pour qu'il ne vise plus seulement à trier les meilleurs mais à favoriser la coopération.

[2] Technique théâtrale qui permet, grâce à la participation du public et des comédiens, de parler et d'imaginer collectivement des solutions alternatives aux problèmes sociaux abordés.

Témoignages de militants

« A l'école, l'exclusion se fait petit à petit », témoigne Patricia Viardot dans le rapport « Ecole et grande pauvreté » publié par ATD Quart Monde. La militante de l'association, qui a elle-même connu la grande pauvreté, ajoute : « C'est aussi le regard des autres enfants. Un élève qui n'a pas la dernière marque d'habit, ni le bon cartable, on se moque parfois de lui. » Elle décrit ces enfants qui « se rendent invisibles. Ils restent tout seuls, au fond de la cour ». Franck Lenfant est également militant au sein de l'association depuis 1989, après avoir « vécu la pauvreté et de grandes difficultés ». Venant d'une famille de gens du voyage, il a eu un rapport « très compliqué » avec l'école et ne s'y est jamais senti à sa place. Il a commencé à participer au projet « Choisir l'inclusion pour éviter la ségrégation » en 2020 à la demande d'ATD Quart Monde et a visité deux établissements, l'un à Lille, l'autre dans le Morbihan. Saluant le projet, il espère que ce travail va être largement diffusé.